

CONVENTION DE DROITS DE CHARGE RELATIVE AU FINANCEMENT ET A LA GESTION DU TRANSPORT DES ELEVES ENTRE FLERS AGGLO ET LA REGION NORMANDIE

Entre

Flers Agglo, sis 41 rue de la Boule, 61103 Flers représentée par Monsieur Yves GOASDOUE, Président de Flers Agglo, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil de communauté en date du 28 juin 2023

Ci après désigné par « Flers Agglo »

D'une part,

Et,

La Région Normandie, sise Abbaye aux Dames – Place Reine Mathilde 14035 Caen, représentée par Monsieur Hervé MORIN, Président du Conseil régional dûment habilitée à signer la présente convention par délibération de la commission permanente en date du 12 juin 2023

Ci après désignée par « la Région »

D'autre part

Vu la Loi portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République n°2015_991 du 7 août 2015,

Vu le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Vu la loi d'orientation des mobilités n° 2019-1488 du 26 décembre 2019,

Vu le code des transports et notamment les articles L1221-12, L3111-7 et suivants,

Etant préalablement exposé que les parties, autorités organisatrices de la mobilité (AOM) dans leur ressort respectif, ont décidé, dans un objectif de mutualisation, de coopérer en vue de la prise en charge des usagers de l'autre AOM et de réaliser des services incombant à l'autre AOM.

Entre les parties, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à formaliser les relations entre la Région Normandie et Flers Agglo permettant aux ayants-droit de chaque AOM d'utiliser les services conventionnés par l'autre AOM pour leurs déplacements scolaires, dans la limite des places disponibles sur les circuits spécifiques.

Elle précise la responsabilité de chaque AOM dans l'application de cette disposition et le financement du transport de ces élèves.

La présente convention supprime et remplace la convention technique liée à la délibération n° 310 du 24 juin 2015 entre le Conseil Départemental de l'Orne et la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Pour rappel, la compétence de transport non urbain, régulier ou à la demande, ainsi que de transport scolaire incombant aux départements a été transférée aux régions par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n° 2015-991 du 7 août 2015, à compter du 1er janvier 2017 pour le transport interurbain et au 1er septembre 2017 pour le transport scolaire.

ARTICLE II : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

Nous appellerons l'AOM de rattachement, l'AOM dont il est de sa compétence d'offrir une solution de transport pour l'usager.

Nous appellerons l'AOM gestionnaire du service de transport, l'AOM mettant en place des moyens de transports à disposition de l'AOM de rattachement.

II-1 Les familles des enfants concernés font les demandes d'inscription auprès de leur AOM de rattachement et acquittent auprès d'elle la participation familiale au transport scolaire : les élèves domiciliés et scolarisés sur le territoire de Flers Agglo s'inscrivent auprès des services de Flers Agglo. Les élèves domiciliés en Région Normandie mais en dehors de Flers Agglo et les élèves domiciliés sur Flers Agglo mais scolarisés en dehors de Flers Agglo, s'inscrivent auprès des services de la Région.

II-2 Chaque élève, dans sa détermination d'ayant droit, relève du règlement de son AOM de rattachement.

II-3 Les demandes d'inscription aux transports scolaires seront transmises, dans les meilleurs délais, par l'AOM de rattachement des élèves, gestionnaire des inscriptions, à l'AOM gestionnaire du service de transport.

II-4 Deux cas de figure sont alors possible lors de la transmission de la demande de transport :

1°) L'AOM gestionnaire du service de transport, donne son accord pour transporter l'élève sur ses circuits : l'AOM gestionnaire du service de transport délivre aux élèves concernés la carte nominative de transport scolaire en vigueur sur ses services correspondants pour une utilisation conforme à son règlement en vigueur. L'AOM de rattachement de domicile s'engage à honorer le coût correspondant à la présente convention.

2°) L'AOM gestionnaire du service de transport refuse de prendre en charge le transport de l'élève. Elle en informe l'AOM de rattachement qui se charge de contacter la famille.

II-5 Les élèves considérés comme non ayant droit par l'AOM de rattachement ne sont pas concernés par la présente convention. L'élève s'inscrit et s'acquittera du forfait non ayant droit ou du tarif commercial directement auprès de l'autre AOM ou de l'exploitant du service.

ARTICLE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

III-1 La prise en charge des élèves

Pour chaque élève ayant fait l'objet d'un accord de prise en charge sur son réseau de transport scolaire, l'AOM gestionnaire du service de transport bénéficie du versement d'une participation forfaitaire de l'AOM de rattachement.

La période de financement correspond à l'année scolaire, du 1^{er} jour de la rentrée à la date de sortie.

Le montant annuel est fixé à 1100 € TTC par élève demi-pensionnaire et à 275 € TTC pour les internes. Ce montant est identique pour les deux AOM et est fixe jusqu'en 2026. Ils sont représentatifs de la moyenne du coût du transport, ramené à l'élève des deux AOM.

Cette participation est assujettie à la TVA au taux de 10 %.

En cas d'utilisation du réseau sur une année scolaire incomplète, le montant forfaitaire dû sur la période de la rentrée scolaire de septembre au 31 janvier ou sur la période 1^{er} février à la fin de l'année scolaire est fixé à 50 % des montants annuels mentionnés ci-dessus.

Ainsi, une première liste d'élèves est établie au 15 octobre afin d'arrêter la liste des élèves inscrits sur le premier trimestre. Cette liste sera comparée à celle réalisée le 1^{er} février afin de déterminer les élèves inscrits sur la totalité de l'année et sur la première partie d'année.

III-2 L'usage de la gare routière de Flers

La gare routière scolaire de Flers a été aménagée en 2011 par Flers Agglo. Cet équipement est fréquenté par environ 1500 usagers scolaires des réseaux scolaires de la Région Normandie et de Flers Agglo. L'usage de cet équipement étant partagé entre Flers Agglo et La Région Normandie, il est convenu que les dépenses de fonctionnement liée à la gare routière sont réparties à 50/50 entre les deux AOM.

Les dépenses de fonctionnement concernent :

- Les dépenses de maintenance et d'entretien (les quais et leur revêtement, le mobilier urbain),
- Les dépenses de sécurisation des lieux (présence d'agents de surveillance rémunérés par Flers Agglo),
- L'accompagnement des élèves entre la gare scolaire et leurs établissements (navette ULIS, accompagnateurs mercredi, sécurisation des cheminements vers le collège Sévigné).

Concernant les coûts de maintenance, d'entretien et de sécurisation, la somme due par la Région Normandie à Flers Agglo représente 50% du montant des marchés conclus par Flers Agglo avec les entreprises en charge des prestations.

Concernant le cout des accompagnateurs du mercredi, la somme due par la Région Normandie à Flers Agglo est fixe et arrêtée à 2 800 € TTC.

ARTICLE IV : AFFICHAGE AUX ARRETS

La Région et Flers Agglo conviennent de travailler ensemble à l'amélioration et à la mutualisation des moyens mis en place pour l'information voyageurs aux arrêts.

La présence d'équipements d'une AOM (poteaux d'arrêts et abri-bus) doit permettre, dans la mesure du possible et après accord de l'AOM détentrice de l'équipement, d'accueillir l'information voyageurs de l'autre AOM dans un souci de mutualisation des moyens et la réduction des équipements sur voirie.

Cette disposition n'engage pas de contribution financière d'aucune partie.

ARTICLE V : FACTURATION

La récupération des sommes dues se fera en fin d'année scolaire au moyen d'un titre de perception de chaque collectivité accompagné de la liste détaillée des élèves ayant eu un accord de subventionnement ainsi que le détail des coûts concernant l'usage de la gare routière.

ARTICLE VI : DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE DENONCIATION

Elle couvre les années scolaires 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026. Elle viendra à expiration le 31 août 2026.

En préalable à toute modification portant sur les stipulations de la présente convention, une négociation s'instaure entre les parties au plus tard le 1^{er} mars de l'année scolaire en cours pour une application au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante.

Dans le cas où les parties souhaitent apporter des modifications à la présente convention, celles-ci s'engagent à se rencontrer pour en déterminer les termes de la présente convention et dans les mêmes conditions.

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties au 1^{er} septembre de chaque année avec un préavis de 6 mois par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 1^{er} mars de chaque année.

ARTICLE VII : RGPD

Flers Agglo et la Région traitent des données personnelles nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention et, le cas échéant, des contentieux liés à son exécution. Elles s'engagent, chacune pour ce qui les concernent, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte.

Les parties s'engagent à garantir la confidentialité des données à caractère personnel notamment en veillant à ce que seules les personnes strictement habilitées y aient accès.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le plus haut niveau de sécurité des données personnelles.

En tant que responsable de traitement, chaque partie est chargée pour les traitements qu'elle met en œuvre, de notifier à l'autorité de contrôle et le cas échéant, de communiquer aux personnes concernées, les éventuelles violations de données à caractère personnel.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, les informations recueillies par les parties seront conservées pendant 2 ans à compter de la date de clôture de la convention, au-delà de cette date, les données sont susceptibles d'être archivées.

En cas de refus de communication de ces données par l'une ou l'autre des parties, la convention ne pourra être exécutée.

ARTICLE VIII : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences de la présente convention.

Les litiges qui pourraient s'élever au titre de la présente convention et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable seront portés devant le Tribunal administratif de Caen.

A Caen le,
En 2 exemplaires originaux

Pour le Conseil Régional de Normandie

Le Président

Hervé MORIN

Pour Flers Agglo

Le Président

Yves GOASDOUE